

Pour la satisfaction de nos revendications ! Pour vider Giscard-Barre ! Pour imposer une solution ouvrière à la crise !



Après la rupture entre le PS et le PCF, les travailleurs s'interrogent :

**ET LA PREMIERE QUESTION, C'EST :
« POURQUOI ONT-ILS ROMPU ?
OU VEULENT-ILS EN VENIR ? »**

A écouter le PCF, la cause de la rupture serait le nombre de nationalisations. Dans son propre programme, il fixait à 25 groupes le « seuil minimum » indispensable pour rompre avec la domination des monopoles. En 1972, il acceptait de signer le Programme commun avec seulement 9 groupes à nationaliser.

Le PS, lui, après une proposition initiale de 69 filiales avançait comme dernière proposition la nationalisation de 250 filiales et une prise de participation majoritaire dans les autres.

Le litige entre le PS et le PC porte donc sur moins de 500 entreprises qui représentent moins de 150 000 travailleurs et environ 0,2 % des entreprises françaises. Force est de constater que la divergence sur cette question n'est qu'un prétexte. Les véritables enjeux sont ailleurs.

En fait, F. Mitterrand se prépare à gérer le capitalisme en crise comme Mario Soares au Portugal et comme Callaghan en Angleterre. En insistant sur le « lourd héritage que laissera la droite », il veut préparer les travailleurs à accepter des « sacrifices ». Après l'austérité de droite, « l'austérité de gauche ». Il fait déjà savoir aux travailleurs et aux organisations syndicales qu'il n'entend pas céder aux pressions. Ce sera « non, non et non » ! Mais pour appliquer cette politique F. Mitterrand souhaite la collaboration loyale du PCF qui reste majoritaire dans la classe ouvrière.

Cette collaboration loyale, il l'a d'ailleurs obtenue par le passé. Rappelez-vous les présidentielles de 1974 où le PCF soutint dès le premier tour François Mitterrand alors même que celui-ci proposait un programme « personnel » révisant en baisse le Programme commun ! Mais, sur cette pente là, jalonnée par l'abandon de la dictature du prolétariat et du poing levé, les travailleurs voyaient de moins en moins de différence entre le PS et le PCF. Et le PS devenait le premier parti électoral pendant que le PCF stagnait. Alors la direction du PCF a réagi. Mais elle n'a pas d'autre politique à proposer que celle de F. Mitterrand. Et G. Marchais déclare : « Nous n'avons pas, nous n'avons pas, nous n'aurons jamais d'autre stratégie ». Alors tout simplement, pour regagner le terrain perdu le Parti communiste est obligé de faire feu de tout bois pour apparaître différent de son partenaire, pour donner l'impression aux travailleurs qu'il est plus à gauche que le PS.

En fait, le PS et le PCF ne se disputent pas pour défendre au mieux les intérêts des travailleurs. Ils se disputent pour savoir lequel sera le plus fort, lequel aura la plus grosse part du gâteau électoral et gouvernemental.

**LA DEUXIEME QUESTION
QUE SE POSENT LES TRAVAILLEURS
QUI ONT MIS LEURS ESPOIRS
DANS L'UNITE ENTRE LE PS ET LE PC
C'EST : « QUE POUVONS-NOUS FAIRE
COMMENT
POUVONS-NOUS PESER ? »**

A ces questions, Mitterrand et Marchais n'ont qu'une réponse : le premier dit « adhérez au PS ! », et le second « adhérez au PC » ! Et ils s'accusent mutuellement de sectarisme ! Mais ce n'est pas comme cela que l'on fera avancer l'unité. Pourtant, en 1974, Mitterrand disait à la télévision : « La droite veut garder le pouvoir, moi je veux vous le rendre ». Il prétend rendre le pouvoir au peuple, mais il ne propose rien aux travailleurs pour qu'ils puissent effectivement intervenir dans le débat ! G. Marchais, lui, répète depuis trois mois : « Les travailleurs doivent intervenir dans le débat », mais il ne dit pas comment !

Pourtant les travailleurs savent comment il est possible dans une grève, si elle est conduite démocratiquement, de débattre tout en maintenant l'unité d'action face aux patrons. En l'assemblée générale, les grévistes discutent les différentes pro-

positions syndicales CGT, CFDT, FO, ou toutes autres propositions faites par les travailleurs, et puis après avoir confronté les positions, après avoir réfléchi et débattu, on vote. Et la position majoritaire devient la position de tous les travailleurs face aux patrons.

Alors il faut faire pareil ! Il faut que dans toutes les entreprises soit convoquées des assemblées où tous les syndicats et tous les partis ouvriers expliquent leurs positions. Après débat démocratique, les travailleurs devront être consultés et le PS et le PC devront s'engager - tenir compte de leur avis, sur les nationalisations mais aussi sur le SMIC, sur la hiérarchie, sur les conditions de travail, sur l'emploi, sur l'armée... Le PS et le PCF prétendent l'un et l'autre parler au nom des travailleurs. S'ils sont convaincus qu'ils défendent réellement les intérêts des travailleurs, ils ne doivent pas avoir peur d'un tel débat démocratique où toutes les positions existant au sein du mouvement ouvrier pourront s'exprimer et où les travailleurs pourront trancher.

**« JAMAIS LES RADICAUX
N'ACCEPTERONT CELA »
OBJECTERA-T-ON**

Ils ne veulent même pas que les travailleurs puissent, ne serait-ce que demander, la nationalisation de leur entreprise. Ils accepteront encore moins que les travailleurs aient leur mot à dire sur le programme d'un gouvernement de gauche. Mais comme le dit Georges Séguy, les radicaux c'est « une espèce inconnue dans les entreprises ». En fait, ce n'est qu'une roue de secours de la bourgeoisie. L'alliance avec ce groupuscule n'est qu'un gage donné au patronat par les dirigeants du PS et du PC, promettant ainsi qu'ils ne toucheront pas à la sacro-sainte propriété capitaliste et à la « liberté d'entreprendre » qui n'est que la « liberté d'exploiter les travailleurs ». C'est pourquoi les travailleurs n'ont rien à attendre de cette poignée de notables qui seront les premiers une fois au gouvernement, à exiger des sacrifices pour la classe ouvrière. Et au nom de « l'unité » avec Fabre, F. Mitterrand et G. Marchais se feront une raison ! Non, l'unité qu'il faut aux travailleurs ce n'est pas l'unité avec une quelconque fraction de la bourgeoisie, c'est l'unité des travailleurs eux-mêmes, c'est l'unité de leurs organisations s'engageant à satisfaire leurs revendications, à chasser Giscard-Barre et à imposer des solutions ouvrières à la crise.

**UNE AUTRE STRATEGIE
EST POSSIBLE ET NECESSAIRE !**

Georges Marchais dit qu'il n'a pas d'autre stratégie que l'Union de la gauche et n'a rien d'autre à proposer aux travailleurs que d'adhérer au PCF en attendant des temps meilleurs ! Mais il existe une autre stratégie qui s'appuie sur la force des travailleurs mobilisés. Une stratégie qui, au lieu de s'engager à garder Giscard et la Constitution de 1958 lui permettant légalement de bloquer toute mesure favorable aux travailleurs, s'engage à abroger cette constitution née du coup d'Etat gaulliste de 1958 et à convoquer une Assemblée constituante élue à la proportionnelle intégrale. Une stratégie qui, au lieu de respecter l'économie de profit et indemniser les actionnaires des entreprises nationalisées, nationalise sans indemnités pour les capitalistes tous les secteurs-clés. Une stratégie qui, au lieu de pactiser avec les patrons, généralise le contrôle des travailleurs sur les conditions de travail, sur l'emploi, sur les prix, sur la production, sur le crédit, etc. Une stratégie qui, au lieu de cajoler l'état-major, épure les officiers fascistes et racistes et reconnaît le droit d'organisation des soldats indépendamment de la hiérarchie militaire. Une stratégie qui, au lieu de défendre le programme de construction des centrales nucléaires s'engage à ouvrir un débat public où toutes les données tenues secrètes seront portées à la connaissance de tous.

Voilà le programme que nous proposons. Nous sommes encore très minoritaires mais nous lançons un défi au PS et au PC. Etes-vous prêts à mener le débat avec les travailleurs en acceptant de les faire juges des différentes positions existant au sein du mouvement ouvrier ? Entre les positions socialistes, communistes, révolutionnaires, nous disons, nous : « C'est aux travailleurs de décider ».